CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 25185 du 27 mars 2009
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de la politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 novembre 2008 par X, qui déclare être de nationalité algérienne et demande l'annulation d'une « décision de refus de prise en considération d'une demande d'asile prise le 22 octobre 2008, [ainsi] que l'ordre de quitter le territoire».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 10 février 2009 convoquant les parties à comparaître le 12 mars 2009.

Entendu, en son rapport, Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. BOUDRY, avocat, comparaisant pour la partie requérante et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le requérant a demandé l'asile aux autorités belges, le 18 décembre 1998.
Cette demande a été clôturée, le 24 mars 1999, par une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise par le délégué du Ministre de l'Intérieur.

Le requérant a introduit une deuxième demande d'asile, le 4 mai 2001.

Cette demande a été clôturée, le 8 juin 2001, par une décision confirmative de refus de séjour prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

1.2. Le requérant a rencontré sa compagne, qui déclare être de nationalité ukrainienne, dans le centre d'accueil dans lesquels ils résidaient tous deux. Leur enfant est né en Belgique, le 26 mars 2002.

1.3. Le requérant a introduit, en même temps que sa compagne, une troisième et une quatrième demandes d'asile, respectivement le 13 mai 2005 et le 14 juillet 2006.

Le délégué du Ministre de l'Intérieur a refusé de prendre ces demandes d'asile du requérant en considération, respectivement le 6 juillet 2005 et le 25 juillet 2006. Il en a fait de même à l'égard des demandes d'asile de la compagne du requérant.

1.4. Le 1^{er} septembre 2008, le requérant et sa compagne ont introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9ter de la loi, demande complétée les 15 et 30 septembre 2008.

1.5. Le 20 octobre 2008, le requérant a introduit une cinquième demande d'asile auprès des autorités belges.

Le 22 octobre 2008, le délégué de la Ministre de la politique de migration et d'asile a pris à son égard une décision de refus de prise en considération de cette demande, avec ordre de quitter le territoire, qui lui a été notifiée le même jour.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Considérant que l'intéressé a précédemment introduit quatre demandes d'asile, les 18/12/1998, 04/05/2001, 13/05/2005 et 14/07/2006;

Considérant que la première demande a été clôturée par une décision négative de l'Office des étrangers le 28/04/1999, que la seconde demande a été clôturée par une décision négative du CGRA le 08/06/2001, et que les troisième et quatrième demandes ont été clôturées par des décisions de refus de prise en considération prises par l'Office des étrangers les 06/07/2005 et 25/07/2006;

Considérant que le requérant déclare ne pas être retourné dans son pays d'origine depuis l'introduction de sa première demande;

Considérant qu'à l'appui de sa cinquième demande, le requérant déclare ne pas pouvoir rentrer en Algérie avec son épouse de nationalité ukrainienne et rencontrée en Belgique, ni pouvoir accompagner son épouse en Ukraine faute de passeport et visa;

Considérant que l'intéressé déclare demander l'asile car il est contraint de rester en Belgique; Considérant que le requérant n'apporte aucun nouvel élément permettant de considérer qu'il puisse craindre avec raison d'être persécuté au sens de la Convention de Genève; ou qu'il existe à son égard, en cas de retour au pays, un risque réel d'atteintes graves telles que visées par l'article 48/4§2 de la loi du 15/12/1980;

La demande précitée n'est pas prise en considération. »

2. L'examen du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation et des articles (...) 48 à 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 (...) et du principe de bonne administration ».

Dans ce qui peut être considéré comme une première branche, elle fait valoir un rapport d'Amnesty International relatif à la situation des femmes en Algérie ainsi que la situation générale actuelle dans ce pays et soutient que « Le fait que l'épouse du requérant, de nationalité ukrainienne, serait contrainte de suivre son mari en Algérie, constitue à l'évidence un élément nouveau dans l'analyse des craintes reprises aux Art. 48 à 48/4 de la loi du 15 décembre 1980».

Dans ce qui peut être considéré comme une seconde branche, elle soutient que « l'Ordre de quitter le territoire est en outre illégal en ce qu'une demande de séjour médical sur pied de l'article 9ter est toujours en cours de traitement au sein de l'Office des Etrangers».

Dans son mémoire en réplique, la partie requérante reproduit intégralement les moyens développés dans sa requête introductive d'instance.

2.2. En l'espèce, sur la première branche du moyen, le Conseil observe, à la lecture du dossier administratif, que le requérant a, le 22 octobre 2008, dans le cadre de sa déclaration faite à l'appui de sa cinquième demande d'asile, répondu à la question : « Quels sont les nouveaux éléments que vous apportez à l'appui de cette nouvelle demande ? » de la

manière suivante : « (...) J'ai souhaité retourner vivre avec ma femme en Algérie. Nous nous sommes adressés à l'ambassade d'Algérie à Bruxelles. L'agent de l'ambassade m'a dit que ma femme ne serait pas autorisée à entrer en Algérie et ce pour plusieurs raisons. Pour pouvoir nous installer en Algérie, il faut produire des passeports et un acte de mariage. L'ambassade d'Ukraine refuse de délivrer un passeport à ma femme parce qu'elle n'a pas de titre de séjour valable en Belgique. L'ambassade de mon pays exige plusieurs documents et actes officiels avant de me délivrer un passeport. Il m'est impossible de me procurer la plupart des pièces réclamées. Nous n'avons pas non plus d'acte de mariage puisque nous nous sommes mariés traditionnellement. Je ne pourrai pas non plus accompagner ma femme en Ukraine faute de passeport et de visa. Nous sommes donc contraints de rester en Belgique».

Force est dès lors de constater que les éléments invoqués par la partie requérante, à savoir un rapport d'Amnesty International relatif à la situation des femmes en Algérie ainsi que la situation générale actuelle dans ce pays, le sont pour la première fois en termes de requête et qu'il ne peut en conséquence être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte, dans la décision attaquée, d'éléments qui n'avaient pas été portés à sa connaissance en temps utile.

S'agissant par ailleurs de l'argument de la partie requérante selon lequel « Le fait que la requérante, de nationalité ukrainienne, serait contrainte de suivre son mari en Algérie, constitue à l'évidence un élément nouveau dans l'analyse des craintes reprises aux Art. 48 à 48/4 de la loi du 15 décembre 1980», le Conseil constate qu'il manque en fait dans la mesure où la partie requérante reste en défaut d'établir de quelle manière la décision attaquée contraint la requérante de suivre son mari ou compagnon en Algérie.

En tout état de cause, le Conseil observe qu'il ressort du dossier administratif que le requérant a invoqué, à l'appui de sa cinquième demande d'asile, son impossibilité et celle de sa compagne de se rendre chacun dans le pays de l'autre, pour des raisons administratives.

A cet égard, le Conseil rappelle que conformément à l'article 51/8, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Ministre ou son délégué peut décider de ne pas prendre la demande d'asile en considération « lorsque l'étranger a déjà introduit auparavant la même demande d'asile [...] et qu'il ne fournit pas de nouveaux éléments qu'il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève, tel que définie à l'article 48/3 [de la même loi], ou de sérieuses indications d'un risque réel d'atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 [de la même loi]. (...) ».

Deux conditions se dégagent dès lors du texte légal : la première, relative à l'introduction d'une précédente demande d'asile et la deuxième, relative à l'absence d'éléments nouveaux. En l'espèce, il n'est pas contesté que plusieurs demandes d'asile ont précédemment été introduites par le requérant. La discussion porte, en revanche, sur la question de savoir si celui-ci a ou non fourni « de nouveaux éléments qu'il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève, tel que définie à l'article 48/3 [de la même loi], ou de sérieuses indications d'un risque réel d'atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 [de la même loi]», sachant que cette crainte ou ce risque doit exister en cas de retour du demandeur d'asile dans son pays d'origine ou, le cas échéant, de résidence habituelle.

L'acte attaqué indique à cet égard que le requérant «n'apporte aucun nouvel élément permettant de considérer qu'il puisse craindre avec raison d'être persécuté au sens de la Convention de Genève ; ou qu'il existe à son égard, en cas de retour au pays, un risque réel d'atteintes graves telles que visées par l'article 48/4 § 2 de la loi du 15/12/1980 ».

Force est de constater que cette affirmation est conforme à la déclaration faite le 22 octobre 2008 par le requérant, laquelle répondait à la question : « Quels sont les nouveaux éléments que vous apportez à l'appui de cette nouvelle demande ? » de la manière rappelée ci avant.

Il ressort en effet de cette déclaration que non seulement le requérant ne fait valoir aucun nouvel élément en rapport avec la crainte ou le risque susmentionné, en cas de retour dans son pays d'origine, mais, en outre, ne semble considérer que son retour en Algérie n'est impossible que par suite de l'impossibilité administrative de sa compagne de le suivre. Au contraire, il ressort de cette déclaration que le requérant ne demande l'asile en Belgique

que parce qu'il estime ne pas avoir d'autre choix, dans la mesure où, selon ses dires, le couple qu'il forme avec sa compagne ne pourrait s'établir ni en Ukraine, ni en Algérie.

A cet égard, le Conseil observe que le problème allégué relève moins de l'asile que de l'autorisation de séjour sur le territoire belge, et qu'en réponse à une telle demande d'autorisation de séjour, déjà formulée par le requérant le 20 octobre 2006 et le 23 mars 2007, la partie défenderesse a répondu, dans une décision d'irrecevabilité prise le 7 février 2008, que « (...) l'intéressé ne démontre pas que sa partenaire et son enfant, qui sont de nationalité ukrainienne, ne pourraient pas séjourner temporairement en Algérie afin d'y introduire une demande d'autorisation de séjour. Le fait que son épouse (sic) et son enfant ne sont pas considérés comme des citoyens algériens n'implique en effet pas qu'ils ne puissent obtenir un droit de séjour en Algérie » (traduction libre du néerlandais).

Le moyen n'est pas fondé en sa première branche.

2.3. Sur la seconde branche du moyen, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient d'expliquer de quelle manière l'ordre de quitter le territoire figurant dans l'acte attaqué violerait les dispositions ou le principe visés au moyen ou résulterait d'une erreur manifeste d'appréciation de la partie défenderesse, se bornant à cet égard à affirmer que « l'Ordre de quitter le territoire est en outre illégal en ce qu'une demande de séjour médical sur pied de l'article 9ter est toujours en cours de traitement au sein de l'Office des Etrangers »

Il en résulte que le moyen est irrecevable en sa seconde branche.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt-sept mars deux mille neuf, par :

Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers,

Mme V. LECLERCQ, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

V. LECLERCQ.

N. RENIERS.